



Assemblée générale

Distr. générale
12 octobre 2020
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme

Quarante-cinquième session

14 septembre-7 octobre 2020

Point 3 de l'ordre du jour

**Promotion et protection de tous les droits de l'homme,
civils, politiques, économiques, sociaux et culturels,
y compris le droit au développement**

Résolution adoptée par le Conseil des droits de l'homme le 6 octobre 2020

45/14. Mettre fin aux inégalités existant dans les pays et entre les pays en vue de réaliser les droits de l'homme

Le Conseil des droits de l'homme,

Guidé par les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies,

Guidée également par la Déclaration universelle des droits de l'homme, idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations,

Rappelant la Déclaration et le Programme d'action de Vienne, où il est proclamé que tous les droits de l'homme sont universels, indissociables, interdépendants et intimement liés, et que la communauté internationale doit traiter des droits de l'homme globalement, de manière équitable et équilibrée, sur un pied d'égalité et en leur accordant une égale valeur,

Rappelant également tous les instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme, notamment le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels,

Soulignant le rôle essentiel qu'il joue en ce qui concerne la dignité humaine et pour ce qui est de promouvoir le respect universel et la protection de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales de tous, sans distinction aucune, de manière équitable et égale, et rappelant ses résolutions pertinentes,

Constatant la contribution qu'apportent les mécanismes internationaux relatifs aux droits de l'homme, y compris les organes conventionnels, les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et l'Examen périodique universel, à ce que le Programme pour le développement durable à l'horizon 2030 soit mis en œuvre conformément aux obligations des États en matière de droits de l'homme,

Sachant que le Programme 2030 repose sur les buts et principes énoncés dans la Charte, notamment le plein respect du droit international, et se fonde sur la Déclaration universelle des droits de l'homme, les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, la Déclaration du Millénaire et le Document final du Sommet mondial de 2005, et s'inspire d'autres instruments, notamment de la Déclaration sur le droit au développement,



Sachant également que le Programme 2030 doit être exécuté conformément aux obligations que le droit international des droits de l'homme fait aux États, et conscient que la promotion et la protection des droits de l'homme et la mise en œuvre du Programme 2030 sont interdépendantes et se renforcent mutuellement,

Sachant en outre que les droits de l'homme font partie intégrante du Programme 2030 et des objectifs de développement durable, indissociables et interdépendants, et que réaliser ceux-ci revient fondamentalement à progresser sur le plan des droits de l'homme,

Rappelant que les objectifs de développement durable s'appuient sur les objectifs du Millénaire pour le développement et ont été adoptés pour parvenir à ce que ceux-ci n'ont pas permis d'accomplir, pour réaliser les droits humains de tous et pour parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation de toutes les femmes et les filles,

Notant que 2020 est l'année du vingt-cinquième anniversaire du Sommet mondial pour le développement social, qui s'est tenu à Copenhague et à l'occasion duquel les chefs d'État et de gouvernement se sont engagés, dans la Déclaration qui en est issue, à réduire les inégalités, à élargir les possibilités et à faciliter l'accès aux ressources et aux revenus, et à éliminer tous les facteurs et obstacles d'ordre politique, juridique, économique et social qui favorisent et perpétuent les inégalités,

Réaffirmant la Déclaration et le Programme d'action de Beijing, les documents issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale et les déclarations formulées par la Commission de la condition de la femme à l'occasion du dixième, du quinzième et du vingtième anniversaire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes,

Notant avec préoccupation que les inégalités persistent dans les pays et entre les pays, ce qui pose de graves problèmes de cohésion sociale, réaffirmant qu'il est fondamental de mettre fin à la pauvreté, de favoriser la prospérité, l'égalité entre les sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et les filles, et de réduire les inégalités qui existent dans les pays et entre les pays, pour parvenir au développement durable pour tous, et que des mesures collectives et transformatrices doivent être prises pour que personne ne soit laissé de côté et pour que les plus défavorisés soient aidés en premier, et pour que les institutions et les politiques soient adaptées de sorte que le caractère multidimensionnel des inégalités et de la pauvreté et les liens d'interdépendance entre les différents objectifs et différentes cibles du Programme 2030 soient pris en considération,

Vivement préoccupé de ce que, cinq ans seulement après le début de la mise en œuvre du Programme 2030, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a causé une régression par rapport aux progrès qui avaient été accomplis, y compris dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement,

Gravement préoccupé de ce que la pandémie de COVID-19 érode des années de progrès en perpétuant et en aggravant les inégalités existantes, et de ce que les personnes les plus exposées sont celles qui sont vulnérables et marginalisées,

Vivement préoccupé par la morbidité et la mortalité résultant de la pandémie de COVID-19, par les conséquences néfastes que celle-ci a pour la santé physique et mentale et le bien-être social, ainsi que pour l'économie et la société, et par l'aggravation des inégalités qui en découle, dans les pays et entre les pays,

Constatant que la pandémie de COVID-19 touche de manière disproportionnée les pauvres et les plus vulnérables, ce qui se répercute sur les progrès en matière de santé et de développement, en particulier dans les pays à faible revenu, les pays à revenu intermédiaire et les pays en développement, et entrave donc la réalisation des objectifs de développement durable, réaffirmant l'importance d'efforts soutenus et concertés, et de l'aide au développement, et constatant également avec une profonde préoccupation les effets de niveaux d'endettement élevés sur la capacité qu'ont les pays de supporter le choc lié à la pandémie de COVID-19,

Profondément préoccupé de ce que les conséquences de la pandémie de COVID-19 aggravent les inégalités existantes et risquent d'annihiler les progrès accomplis au cours des dernières décennies en matière d'égalité entre les sexes et d'autonomisation des femmes et

des filles, et touchent de manière disproportionnée les personnes en situation de vulnérabilité, notamment les femmes, les enfants, les personnes handicapées, les personnes âgées et les migrants, quel que soit leur statut migratoire, dans tous les domaines, de la santé et de l'éducation à l'économie, la sécurité et la protection sociale,

Rappelant les rapports dans lesquels le Secrétaire général et la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme ont décrit les étapes critiques d'un suivi et d'un examen cohérents, efficaces et sans exclusive du Programme 2030 à l'échelle mondiale, ainsi que les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable,

1. *Réaffirme* que l'extrême pauvreté, les inégalités profondes et l'exclusion portent atteinte aux droits de l'homme et à la dignité humaine, et qu'il est donc nécessaire de prendre d'urgence des mesures, aux niveaux national et international, pour y mettre fin ;

2. *Décide* d'œuvrer de manière systématique pour que l'attention voulue soit accordée à la lutte contre les inégalités qui existent dans les pays et entre les pays en favorisant la mise en commun de l'information sur les bonnes pratiques, les problèmes et l'expérience acquise en ce qui concerne les stratégies intégrées de promotion et de protection des droits de l'homme et l'exécution du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ;

3. *Demande* aux États :

a) D'analyser continuellement les incidences de la pandémie de COVID-19 sur leurs objectifs relatifs à l'égalité, et de communiquer les résultats de cette analyse ;

b) De garantir la protection des personnes les plus touchées, c'est-à-dire des femmes, des enfants, des jeunes, des personnes handicapées, des personnes vivant avec le VIH/sida, des personnes âgées, des peuples autochtones, des réfugiés, des déplacés et des migrants, ainsi que des groupes pauvres, vulnérables et marginalisés de la population, et de prévenir toutes les formes de discrimination, particulièrement dans le contexte d'un accès rapide, universel, inclusif, équitable et non discriminatoire à des soins et services de santé et à des fournitures et du matériel médicaux de qualité qui soient sûrs, efficaces et abordables, y compris à des services de diagnostic, des moyens thérapeutiques, des médicaments et des vaccins, et de ne laisser personne de côté, en tâchant de s'occuper en premier des plus défavorisés et en fondant leur action sur la dignité de l'être humain et les principes d'égalité et de non-discrimination ;

4. *Constate* qu'une coopération internationale renforcée est nécessaire pour continuer de réduire les inégalités qui existent dans les pays et entre les pays et pour augmenter l'aide au renforcement des capacités apportée aux pays dont les ressources sont les plus limitées afin qu'ils puissent porter à certains niveaux les dépenses sociales qu'ils engagent dans le cadre de l'action qu'ils mènent pour promouvoir et protéger plus efficacement les droits de l'homme pour tous ;

5. *Décide*, afin de disposer d'éléments d'analyse précis au moment où les États « reconstruiront sur des bases plus solides » à la suite de la pandémie, d'organiser à sa quarante-huitième session une réunion-débat d'une demi-journée sur l'aggravation des inégalités due à la pandémie de COVID-19 et les conséquences qui en découlent pour la réalisation des droits de l'homme, et prie le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme de rendre le débat pleinement accessible aux personnes handicapées, et d'établir un rapport de synthèse sur le débat et de le lui présenter à sa cinquante et unième session ;

6. *Prie* le Haut-Commissariat d'organiser la réunion-débat susmentionnée et de collaborer avec les États et les autres parties prenantes, y compris les organismes, fonds et programmes des Nations Unies dans le cadre de leurs mandats respectifs, les organisations de la société civile et les institutions nationales des droits de l'homme, afin de garantir la participation des parties intéressées ;

7. *Demande* à tous les mécanismes qui relèvent de lui, aux organes conventionnels et aux parties intéressées d'accorder une attention particulière au Programme 2030 et aux objectifs de développement durable et aux cibles qui y sont associées, dont l'objectif 10 ;

8. *Décide* de rester saisi de la question.

*36^e séance
6 octobre 2020*

[Adoptée à l'issue d'un vote enregistré par 25 voix contre 8, avec 14 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit :

On vote pour :

Afghanistan, Angola, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Burkina Faso, Cameroun, Érythrée, Fidji, Inde, Indonésie, Libye, Mauritanie, Namibie, Népal, Nigéria, Pakistan, Philippines, Qatar, République démocratique du Congo, Sénégal, Somalie, Soudan, Togo et Venezuela (République bolivarienne du).

Ont voté contre :

Australie, Bulgarie, Danemark, Japon, Pays-Bas, Pologne, Slovaquie et Tchéquie.

Se sont abstenus :

Allemagne, Argentine, Arménie, Autriche, Brésil, Chili, Espagne, Îles Marshall, Italie, Mexique, Pérou, République de Corée, Ukraine et Uruguay.]
